

nous est présentée par le gouvernement, savoir que si nous voulons bien vivre au Canada, il faut exporter le plus possible, est le contraire du bon sens.

Nous disons, pour notre part: Utilisons notre crédit pour développer le Canada au maximum et, ainsi, il nous sera bien plus facile, après avoir pris soin de notre population, de voir à aider les pays du monde qui en ont besoin, les pays sous-développés. A ce moment-là, ce serait logique de les aider le plus possible.

Mais commençons par doter les Canadiens d'un système économique qui leur garantirait la sécurité économique. C'est pourquoi nous avons proposé, en fin de semaine, à Regina un programme que nous avons étudié, non pas un programme de promesses, mais un programme réaliste et vrai. Nous avons suggéré de remplacer le système de bien-être social actuel, qui encourage la paresse et la fraude, par un système de sécurité sociale et économique qui encouragerait l'initiative personnelle et n'empêcherait personne de travailler, de produire davantage.

Si une personne qui gagne \$5,000 recevait un surplus de \$2,000 ou \$3,000 par année, cela constituerait un encouragement au lieu d'un châtement. Actuellement, il existe plusieurs choses. Samedi soir, à la télévision, j'exposais le problème d'une famille dépendant du bien-être social. Une mère de sept enfants touchait des allocations de bien-être social de l'ordre de \$235 par mois. Le gouvernement fédéral paye la moitié de cette somme, soit \$117.50. Cette mère de famille se présente au bureau de bien-être social et demande une aide supplémentaire. Le préposé, lui répond que, selon les normes, les critères du gouvernement, on ne peut lui verser plus de \$235 par mois. Il est vrai qu'elle n'a pas de loyer à payer, mais elle doit, par exemple, subvenir aux besoins de ses sept enfants en vêtements, nourriture et voir à ses soins personnels.

Or, elle ne peut plus tenir. Quelqu'un lui dit: Madame, placez vos enfants chez des étrangers et, à ce moment-là, vous pourrez travailler et gagner votre vie. Effectivement, c'est ce qu'elle fait. Elle place ses enfants ici et là, en Abitibi. Dès que ses enfants sont placés, le bureau du bien-être social commence à lui verser \$60 par mois, par enfant. Elle reçoit \$420 pour ses sept enfants, et \$20 par mois d'argent de poche pour chacun des sept enfants, ce qui représente \$140 de plus. Elle reçoit donc \$540, sans oublier les vêtements que le bureau de bien-être social lui fournit. Cette mère de famille aurait vécu comme une reine, avec seulement \$420 par mois, et non \$540. Elle aurait gardé ses enfants, et elle aurait vécu comme du monde, mais le bien-être social ne peut rien faire dans son cas. Il ne peut agir que lorsque la famille est divisée, séparée, disséminée. A ce moment-là, le bureau de bien-être social agit.

Grâce au système de sécurité économique et sociale que nous préconisons, cette mère de famille aurait pu demeurer chez elle avec ses enfants pour voir à leur éducation, à leur entretien, etc. Voilà la question sempiternelle! On se demande toujours: Mais où va-t-on prendre l'argent?

Monsieur l'Orateur, on se demande rarement: Est-ce que le Canada est capable de garantir la sécurité économique avec la liberté personnelle à tous les Canadiens? Est-ce que nous avons suffisamment de ressources naturelles pour pourvoir aux besoins de l'ensemble de la population? Tout le monde n'en doute pas, nous en avons l'assurance.

Monsieur l'Orateur, si le Canada possède d'immenses richesses, s'il est vrai que nous habitons une terre «fortunée», où il ne manque que la vitalité, eh bien, nous, les créditistes, nous offrons cette vitalité pour que nous puis-

sions vivre en paix et en harmonie dans cette terre «fortunée».

[Traduction]

M. Mark MacGuigan (Windsor-Walkerville): Monsieur l'Orateur, en politique, l'optique philosophique est l'exception plutôt que la règle, et c'est pourquoi les députés de la Chambre seront bien aise que le discours du trône de cette année, non seulement porte à réfléchir sur les problèmes philosophiques fondamentaux de notre époque, mais précise en outre clairement la compréhension profonde qu'a le gouvernement de ces problèmes et une stratégie cohérente pour les cerner. Le passage essentiel de ce discours d'une grande finesse de pensée et si magnifiquement agencé figure aux pages 1 et 2 du hansard de jeudi dernier. Le voici:

En cette époque de gigantisme, et dans un système social de plus en plus impersonnel, l'un des défis majeurs que les gouvernements sont appelés à relever, c'est de dissiper le sentiment d'isolement qui étreint tant d'hommes, qui leur fait perdre le sens de leur personnalité et de leur valeur, et qui finalement les empêche de s'épanouir.

L'isolement prend bien des formes au Canada: éloignement géographique, distinctions sociales injustes, dénuement économique. Sous chacune de ces formes, il représente dans une certaine mesure un rejet, une exclusion, une aliénation. Notre pays trahit son intention profonde s'il néglige de s'assurer que son bien le plus précieux, à savoir ses ressources humaines, n'est pas gaspillé. Nous devons nous efforcer de lever les barrières de l'isolement, de permettre à chaque Canadien d'éprouver ses possibilités intimes même s'il ne peut pas toujours les réaliser complètement, et de proposer à nos consciences l'image d'un pays ouvert et fraternel.

La participation à cet exaltant projet qui s'appelle le Canada nous enrichit tous et chacun. Nos objectifs et nos espoirs tiennent à l'effervescence et à la vitalité de cette terre fortunée. Nous qui sommes ici, nous avons la responsabilité de voir à ce que ces objectifs et ces espoirs soient réalisables afin que le Canada devienne conforme à l'idéal que nous ont légué nos ancêtres; afin que, dans ce pays si grand, d'amples étendues subsistent intactes; afin que ses ressources, gérées avec sagesse, soient équitablement partagées et transmises d'âge en âge; afin que, dans notre société, la dignité de chaque personne soit reconnue; bref, afin que chacun soit incité à consacrer au progrès du pays le meilleur de lui-même.

A mesure que le comité parlementaire de la constitution se déplaçait à travers le pays, nous avons découvert l'isolement que ce passage exprime si bien, en même temps qu'un puissant désir de s'inscrire dans le grand courant de la vie canadienne.

Le sentiment d'isolement vient parfois d'une inquiétude générale devant l'ampleur des problèmes actuels. Une lettre que je viens de recevoir de l'un de mes commettants, M^{me} R. M. Langs, parlant au nom de l'association féminine de l'Église unie de Chalmers, contient la réflexion suivante:

Nous nous préoccupons de l'impuissance apparente des gens devant les problèmes qui confrontent le monde.

Elle énumère plusieurs de ces problèmes, celui de l'industrialisation, celui des ressources énergétiques et celui de l'Afrique coloniale. Puis elle se demande ce que l'individu peut y faire.

Parfois, l'impression d'isolement naît d'un sentiment de frustration dans la solution de problèmes d'un milieu plus immédiat. Il s'y retrouve toujours un élément visible d'impuissance. Comme le propose le discours du trône, la solution doit comporter un aspect négatif, la suppression des barrières qui créent l'isolement; et un aspect positif, l'encouragement à participer à la vie publique au Canada et aux prises de décision et même la mise en œuvre de moyens susceptibles de réaliser cette participation.

Cet après-midi, je veux faire un rapprochement entre deux problèmes qui se posent dans ma région de Windsor,